



CHAPITRE 46

Loi modifiant la Loi des ingénieurs professionnels

[Sanctionnée le 5 mars 1959]

CHAPTER 46

An Act to amend the Professional Engineers' Act

[Assented to, the 5th of March, 1959]

Préambule.

ATTENDU que le domaine où les ingénieurs sont appelés à exercer leur profession s'est considérablement étendu et qu'en particulier leurs services sont maintenant requis dans la construction, la réparation et l'amélioration des édifices;

Attendu qu'il convient de conférer aux diplômés dans les sciences du génie de l'Université de Sherbrooke les privilèges déjà accordés aux diplômés de l'École polytechnique, de l'Université McGill et de l'Université Laval;

Attendu qu'il convient d'étendre certains pouvoirs de la Corporation des ingénieurs professionnels de Québec;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 270,
a. 2, am.

1. L'article 2 de la Loi des ingénieurs professionnels (Statuts refondus, 1941, chapitre 270) est modifié, en remplaçant le paragraphe 4°, par le suivant:

"ingénieur professionnel".

"4° L'expression "ingénieur professionnel" signifie quiconque exerce les fonctions d'ingénieur, en donnant des conseils sur, en faisant des mesurages, tracés, calculs ou dessins pour, ou en surveillant, la construction de chemins de fer, ponts métalliques, ponts en bois dont le coût excède six cents (\$600.00) dollars, voies publiques requérant les connaissances et l'expérience d'un ingénieur, routes, canaux, havres, améliorations de rivières, phares, et travaux hydrauliques, électri-

Preamble

WHEREAS the field in which engineers are called upon to practise their profession has considerably expanded, and more especially their services are now required for the erection, repair and improvement of buildings;

Whereas it is expedient that the University of Sherbrooke graduates in the engineering sciences be granted the privileges already enjoyed by the graduates of the École polytechnique, McGill University and Laval University;

Whereas it is expedient that certain powers of the Corporation of Professional Engineers of Quebec be extended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

R.S.,
c. 270,
s. 2, am.

1. Section 2 of the Professional Engineers' Act (Revised Statutes, 1941, chapter 270) is amended, by replacing paragraph 4, by the following:

"4. The expression "professional engineer" means any one who acts or practises as an engineer in advising on, in making measurements for, or in laying out, computing, designing or supervising, the construction of railways, metallic bridges, wooden bridges the cost of which exceeds six hundred (\$600.00) dollars, public highways requiring engineering knowledge and experience, roads, canals, harbors, river improvements, lighthouses and hydraulic, electrical, mechanical, mu-

"professional engineer".

ques, mécaniques, municipaux et autres travaux d'ingénieur, non compris les chemins de colonisation du gouvernement et les chemins ordinaires dans les municipalités rurales; mais elle n'est pas censée s'appliquer à un artisan ou à un ouvrier expert; elle comprend aussi toute personne qui agit en collaboration avec un architecte, membre en règle de l'Association des architectes de la province de Québec, en donnant des conseils sur, en faisant des mesurages, tracés, calculs ou dessins pour, ou en surveillant, les travaux de fondation, de charpente, de mécanique et d'électricité relativement à la construction ou à la reconstruction d'édifices, lorsque l'architecte ne rend pas ces services, soit par lui-même, soit par ses employés."

S.R.,
c. 270,
a. 4, am.

2. L'article 4 de ladite loi, modifié par la loi 13 George VI, chapitre 65, article 3, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le paragraphe 2, par le suivant:

Pouvoir
de règle-
menter.

"2. Elle a le droit d'adopter des règlements pour la bonne administration de ses affaires; fixer la contribution annuelle de ses membres; l'élection des membres du conseil et la composition dudit conseil; la régie, la gouverne, l'honneur et la dignité de ses membres; l'admission à l'étude et à la pratique de la profession, conformément aux dispositions des articles 12, 13 et 14; réglementer et restreindre durant une période n'excédant pas deux ans à compter du jour où le nouvel ingénieur commence à pratiquer cette profession, quant à tous les membres ou à certaines catégories d'entre eux, l'usage du sceau et du titre d'ingénieur, en y ajoutant des termes qualificatifs ou autrement; les honoraires relativement aux services professionnels; l'admission à la pratique des personnes membres de toute corporation ou société d'ingénieurs professionnels des autres provinces du Canada, pourvu que telle corporation ou société exige des qualités équivalentes pour l'admission de ses membres et qu'elle accorde les mêmes privilèges aux membres de la corporation de cette province; son affiliation avec l'Institut des ingénieurs du Canada ou autres sociétés d'ingénieurs; pour fonder des sections ou branches; pour encourager

municipal or other engineering work, not including government colonization roads, or ordinary roads in rural municipalities; but does not apply to a mere skilled artisan or workman; it also includes any person acting in collaboration with an architect who is a member in good standing of the Province of Quebec Association of Architects in advising on, in making measurements for, or in laying out, computing or designing or supervising, foundation, structure, mechanical and electrical work relating to the construction or remodelling of buildings, whenever the architect does not render such services himself or through his employees."

2. Section 4 of the said act, amended R.S.,
c. 270,
s. 4, am.
by the act 13 George VI, chapter 65, section 3, is again amended:

a. by replacing subsection 2, by the following:

"2. It shall have the right to adopt Regula-
by-laws for the proper administration of ting
its affairs; to fix the annual contribution power.
of its members; for the election of the
members of the council and for the
composition of said council; for the
guidance, the honour and the dignity
of its members; for the admission to the
study and practice of the profession, in
conformity with the provisions of sections
12, 13 and 14; to regulate and limit
during a period of time not exceeding two
years as from the day when the new en-
gineer shall begin to practise this pro-
fession, as to all members or certain cate-
gories of them, the use of the seal and
title of engineer, by adding thereto quali-
factive terms or otherwise; for establish-
ing fees for professional services; for the
admission to practice of persons who are
members of any corporation or society of
professional engineers of any other Prov-
ince of Canada, provided such corporation
or society exacts equivalent qualifications
for the admission of its members and that
it grants the same privileges to members
of the corporation of this Province; for its
affiliation to the Engineering Institute of
Canada or other engineering societies; for
establishing sections or branches; for en-

et favoriser le bien-être professionnel et économique de la profession d'ingénieur et de ses membres; et pour tous autres objets nécessaires au bon fonctionnement de la corporation.

Les tarifs d'honoraires ci-dessus mentionnés n'entrent en vigueur qu'après leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.”;

Peines.

b) en ajoutant, après le premier alinéa du paragraphe 3, les alinéas suivants: “Si la plainte est trouvée bien fondée, le conseil peut prononcer la censure, la suspension ou l'expulsion du membre coupable et le condamner à payer tout ou partie des frais de l'enquête et de l'audition.

Comité.

“Le conseil peut déléguer les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi relativement aux plaintes portées contre les membres à un comité qu'il nomme, dont le quorum est de trois membres, parmi lesquels doit siéger un membre du conseil, et qui rend ses décisions à la majorité des voix. Le membre ou le plaignant peuvent, dans tous les cas, en appeler au conseil de la décision du comité dans les soixante (60) jours de la mise à la poste de l'avis de la décision sous pli recommandé.

Publication.

“La nouvelle de la censure, de la suspension ou de l'expulsion d'un membre peut être publiée dans tout journal ou publication.”;

Immeubles, etc.

c) en remplaçant le paragraphe 5, par le suivant:

“5. La corporation peut acquérir, prendre, recevoir, avoir, tenir et posséder des immeubles ou héritages, ainsi que les profits et intérêts qui en proviennent, pour les fins de la corporation, et les vendre, concéder, louer, léguer et aliéner.

Limite.

La valeur des biens immeubles possédés par la corporation ne peut néanmoins excéder, en aucun temps, la somme de deux cent mille (\$200,000.00) dollars.”

S.R.,
c. 270,
a. 6,
rempl.
Droit
d'exercer.

3. L'article 6 de ladite loi est remplacé par le suivant:

“**6.** Nul ne peut, dans la province, prendre le titre d'ingénieur professionnel, ni se servir d'une abréviation de ce titre ou d'un nom, titre ou désignation pouvant

couraging and promoting the professional and economic well-being of the engineering profession and its members and for all other objects necessary for the proper working of the corporation.

The tariffs of fees hereinabove mentioned shall not come into force until approved by the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Quebec Official Gazette*.”;

b. by adding, after the first paragraph of subsection 3, the following paragraphs:

“If the complaint is found to be well-founded, the council may censure, suspend or expel the guilty member and condemn him to pay all or part of the costs of the investigation and hearing.

Penalties.

“The council may delegate the powers conferred on it by law with respect to complaints against members to a committee appointed by it, of which a quorum shall be three members, one of whom must be a member of the council, and the committee shall decide by majority vote. The member or complainant may in all cases appeal to the council from the decision of the committee within sixty (60) days from the mailing by registered mail of the notice of the decision.

Committee.

“Announcement of the censure, suspension or expulsion of a member may be published in any newspaper or publication.”;

Publication.

c. by replacing subsection 5, by the following:

“5. The corporation may purchase, take, receive, have, hold and possess any immovables or hereditaments, as well as the profits and interests derived therefrom, for the purposes of the corporation, and may sell, grant, lease, bequeath or alienate same.

Immovables, etc.

The value of the real estate so held by the corporation shall not, however, at any time, exceed the sum of two hundred thousand (\$200,000.00) dollars.”

Limit.

3. Section 6 of the said act is replaced by the following:

“**6.** No person shall be entitled, within the Province, to use the title of professional engineer, or any abbreviation thereof, or any name, title or description

R.S.,
c. 270,
s. 6,
replaced.
Right to
practise.

faire comprendre qu'il est membre de la corporation, ou pratiquer ou exercer la profession d'ingénieur professionnel dans le sens de l'article 2, à moins qu'il ne soit membre de la corporation ou ne le devienne en vertu des dispositions de la présente loi."

S.R.,
c. 270,
a. 8,
remp.

4. L'article 8 de ladite loi modifié par la loi 13 George VI, chapitre 65, article 4, est remplacé par le suivant :

Admission
de di-
plômés.

"8. Le conseil doit admettre comme membre de la corporation sujet à ses règlements toute personne domiciliée dans la province, qui détient un diplôme d'ingénieur civil ou de bachelier ès sciences appliquées de l'École polytechnique de Montréal ou de la faculté des sciences appliquées de l'Université McGill obtenu après le premier mars 1922, ou un diplôme de bachelier en génie, obtenu après 1931, de la faculté de génie de l'Université McGill ou de l'École polytechnique de Montréal ou un diplôme de bachelier ès sciences appliquées d'une branche du génie de la faculté des sciences de l'Université Laval obtenu après le premier janvier 1949, ou un diplôme de bachelier ès sciences appliquées d'une branche du génie de la faculté des sciences de l'Université de Sherbrooke obtenu après le premier avril 1959, pourvu que telle personne ait été inscrite comme membre étudiant de la corporation durant la période de ses études à telles école ou universités. Les années de cléricature exigées ne s'appliquent pas aux étudiants qui étaient inscrits à l'École polytechnique de Montréal ou à la faculté des sciences appliquées de l'Université McGill à la date du premier mars 1922 ou à la faculté des sciences de l'Université Laval, le premier janvier 1949, ou à la faculté des sciences de l'Université de Sherbrooke le premier avril 1959.

Certificat.

Le conseil peut cependant refuser tout candidat qui ne produit pas un certificat de bonne conduite jugé satisfaisant."

S.R.,
c. 270,
a. 10,
remp.

5. L'article 10 de ladite loi, modifié par la loi 13 George VI, chapitre 65, article 6, est remplacé par le suivant :

implying that he is a corporate member of the said corporation, or to act or practise as professional engineer within the meaning of section 2, unless he is a corporate member of the corporation or becomes such under the provisions of this act."

4. Section 8 of the said act, amended by the act 13 George VI, chapter 65, section 4, is replaced by the following:

R.S.,
c. 270,
s. 8,
replaced.

"8. The council shall admit as a member of the corporation subject to its by-laws any person domiciled in the Province, who holds a diploma of civil engineering or the degree of bachelor of applied science from the Polytechnic School of Montreal or the faculty of applied science of McGill University, obtained after the first of March, 1922, or the degree of bachelor of engineering, obtained after 1931 from the faculty of engineering of McGill University or from the Polytechnic School of Montreal, or a degree of bachelor of applied science in a branch of engineering of the faculty of science of Laval University obtained after the first of January, 1949, or a degree of bachelor of applied science in a branch of engineering of the faculty of science of the University of Sherbrooke obtained after the first of April, 1959, provided that such person has been registered as a student member of the corporation during the period of his studies at the said school and universities. The years of clerkship required shall not apply to any student registered at the École polytechnique de Montréal or the faculty of applied science of McGill University on the first of March, 1922, or at the faculty of science of Laval University on the first of January, 1949, or at the faculty of science of the University of Sherbrooke on the first of April, 1959.

Holders of
degrees.

The council may however refuse any candidate who does not produce a satisfactory certificate of good character."

Certifi-
cate.

5. Section 10 of the said act, amended by the act 13 George VI, chapter 65, section 6, is replaced by the following:

R.S.,
c. 270,
s. 10,
replaced.

Permis
tempo-
raire.

"10. Le conseil a le pouvoir d'accorder à tout ingénieur résidant en dehors de la province de Québec et porteur d'un diplôme d'ingénieur ou de bachelier ès sciences appliquées ou un diplôme équivalent de toute école ou université reconnue par le conseil, ou membre d'autres sociétés d'ingénieurs ou corporations d'ingénieurs également reconnues par le conseil un permis temporaire pour pratiquer en rapport avec un projet déterminé, sur paiement d'honoraires fixés par le conseil, pourvu que les ouvrages de génie projetés soient exécutés en collaboration avec un ingénieur membre en règle de la corporation.

Qualités
requis.

Ce dernier doit avoir l'expérience et l'autorité requises pour apprécier et modifier, si nécessaire, les rapports, plans et devis du projet, dont il partage la responsabilité professionnelle avec l'ingénieur qui obtient le permis temporaire. L'un et l'autre doivent signer conjointement les plans et devis et surveiller l'exécution des travaux.

Permis
spécial.

Le conseil peut, à sa discrétion, accorder un permis temporaire pour pratiquer, en rapport avec un projet déterminé, à un ingénieur domicilié au Canada et membre de toute association d'ingénieurs professionnels des autres provinces du Canada, sur présentation de ses lettres de créance et sur paiement des honoraires dont le montant sera fixé par le conseil."

S.R.,
c. 270,
a. 11, am.

6. L'article 11 de ladite loi, modifié par la loi 13 George VI, chapitre 65, article 7, est de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Nomina-
tions.

"Un membre de ce bureau est nommé par l'École polytechnique de Montréal, un autre par l'Université McGill, un troisième par l'Université Laval et un quatrième par l'Université de Sherbrooke. Les autres membres du bureau sont nommés par le conseil."

S.R.,
c. 270,
a. 13, am.

7. L'article 13 de ladite loi, remplacé par la loi 13 George VI, chapitre 65, article 9, est modifié en remplaçant l'alinéa c du paragraphe 1, par le suivant:

"10. The council shall have the power to grant to any engineer, residing out of the Province of Quebec and being the holder of a diploma of engineering or of the degree of bachelor of applied science or an equivalent diploma from any school or university, recognized by the council, or a member of other engineering societies or corporations of engineers likewise recognized by the council, a temporary permit to practise in connection with a specific project, upon payment of the fees to be set by the Council, on condition that the actual engineering work planned be carried out in collaboration with an engineer, member in good standing of the corporation.

Tempo-
rary
permit.

The latter must have the experience and authority necessary to appraise and alter if need be the reports, plans and specifications of the project, the professional responsibility for which he shares with the engineer who secures the temporary permit. Both must sign jointly the plans and specifications and supervise the execution of the work.

Qualifi-
cation
required.

The council may, in its discretion, grant a temporary permit to practise, in connection with a specific project, to an engineer who is domiciled in Canada and is a member of any association of professional engineers of any other Province of Canada upon presentation of his credentials and payment of the fees the amount of which shall be set by the council."

Special
permit.

6. Section 11 of the said act, amended by the act 13 George VI, chapter 65, section 7, is again amended by replacing the second paragraph by the following:

R.S.,
c. 270,
s. 11, am.

"One member of this board shall be appointed by the École polytechnique de Montréal, one member by McGill University, one member by Laval University and a fourth by the University of Sherbrooke. The other members of the board shall be appointed by the council."

Appoint-
ments.

7. Section 13 of the said act, replaced by the act 13 George VI, chapter 65, section 9, is amended by replacing paragraph c of subsection 1, by the following:

R.S.,
c. 270,
s. 13, am.

Condition
d'admis-
sion.

"c) Subir un examen devant le bureau des examinateurs de la corporation sur la théorie et la pratique du génie, et spécialement à son choix, sur l'une des branches suivantes du génie: civil, mécanique, électrique, minier, métallurgique, chimique, ou, à la discrétion du bureau des examinateurs, sur toute combinaison ou subdivision d'icelles. Le candidat doit donner un avis d'un mois de son intention de se présenter à l'examen, produire en même temps un certificat de bonne conduite, et payer les honoraires fixés par le conseil mais dont le montant n'excédera pas cent cinquante (\$150.00) dollars."

"c. Pass an examination before the board of examiners of the corporation on the theory and practice of engineering, and specially in one of the following branches, at his option: civil, mechanical, electrical, mining, metallurgical, chemical or, at the discretion of the board of examiners, in any combination or subdivision thereof. The candidate must give one month's notice of his intention to present himself for the examination, and at the same time produce a certificate of good character and pay the fees fixed by the council, the amount of which shall not exceed one hundred and fifty (\$150.00) dollars."

Condition
for ad-
mission.

S.R.,
c. 270,
a. 14, am.

8. L'article 14 de ladite loi, modifié par l'article 10 de la loi 13 George VI, chapitre 65, est de nouveau modifié, en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

8. Section 14 of the said act, amended by section 10 of the act 13 George VI, chapter 65, is again amended, by replacing the second paragraph by the following:

R.S.,
c. 270,
s. 14, am.

Excep-
tions.

"Cette disposition ne s'appliquera pas aux ingénieurs qui peuvent être employés comme professeurs à l'École polytechnique de Montréal, ou à la faculté de génie de l'Université McGill, ou à la faculté des sciences de l'Université Laval, ou de l'Université de Sherbrooke, durant leur emploi seulement, ni aux personnes qui, avant le 13 avril 1933 (date de l'entrée en vigueur de la loi 23 George V, chapitre 81), avaient été admises à l'étude ou à la pratique de la profession d'ingénieur ou qui étaient membres de la corporation, ni, à la discrétion du conseil, à tout ingénieur de nationalité étrangère, qualifié en vertu des articles 8 ou 9 de la présente loi, et dont les services sont requis comme spécialiste et auquel le conseil peut accorder un titre spécial de membre, renouvelable d'année en année."

"This provision shall not apply to the engineers who may be employed as professors at the École polytechnique de Montréal or in the faculty of engineering of McGill University or in the faculty of science of Laval University or of the University of Sherbrooke for the period of their employment only, nor to the persons who, before the 13th of April, 1933 (the date of the coming into force of the act 23 George V, chapter 81), had been admitted to the study or the practice of the profession of engineering or who were members of the corporation, nor, at the discretion of the council, to alien engineers, otherwise qualified in virtue of sections 8 or 9 of this act, and whose services are required in their capacity of specialists, and to whom the council may grant a special yearly and renewable membership."

Excep-
tions.

S.R.,
c. 270,
a. 25,
remp.

9. L'article 25 de ladite loi, tel qu'édité par l'article 14 de la loi 13 George VI, chapitre 65, est remplacé par le suivant:

9. Section 25 of the said act, as enacted by section 14 of the act 13 George VI, chapter 65, is replaced by the following:

R.S.,
c. 270,
s. 25,
replaced.

Droits
sauve-
gardés.

"**25.** Rien dans la présente loi n'affecte les droits et prérogatives des membres de la corporation des Techniciens professionnels de la province de Québec et n'empêche le travail effectué par un membre de ladite corporation en vertu de la formation qui lui a été donnée dans les

"**25.** Nothing in the present act shall affect the rights and prerogatives of the members of the corporation of Professional Technicians of the Province of Quebec or prohibit the execution by a member of the said corporation of work for which he has been trained in the schools

Rights
safe-
guarded.

écoles ou instituts qui donnent le cours technique régi par la Loi de l'enseignement spécialisé (Statuts refondus, 1941, chapitre 63, et ses amendements).

or institutes which give the technical course governed by the Specialized Schools Act (Revised Statutes, 1941, chapter 63, and its amendments).

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

10. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.